



Courcelles 1 N° d'agréation : P 202127

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

Dépôt: 6180 Courcelles

Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Pas de parution en juillet/août Éditeur responsable : Robert Tangre

Rue Julien Lahaut, 11 - 6020 Dampremy

Tél.: 071 30 39 12 Fax: 071 30 58 30

E-mail: robert.tangre@gmail.com Banque: BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

nº 279 - Juin 2024

Les histoires de Roger (suite)

Les repas des riches

Mais que mangeait le peuple ?

Société

Le sionisme chrétien ou l'invention

Histoire

Il y a cent ans, un « complot communiste » ...

Le grand complot.

International

Les SMS de la discorde

Élections européennes :Belgique, Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Pologne

Le nouveau parlement européen

La gauche radicale au P.E.

Libres propos : la saga des gares

Lecture : biographie de Pol Pot

Résultats électoraux



LES HISTOIRES DE ROGER (SUITE)

Les repas des riches

Des menus de festins du Moyen-Age sont parvenus jusqu'à nous. Le mensuel le Lien de février 1996 du Cercle d'Histoire de Marcinelle a publié les différents services du festin qui eut lieu le samedi 10 février 1482 en la bonne ville de Gand. Celui-ci fut offert par le marquis de Trazegnies à Maximilien d'Autriche, souverain du Saint-Empire germanique.

C'était de la fine cuisine, des mets succulentes où se croisaient les plats de chapons au vin et de prunes de Damas, des perdrix à la tri mouillette, des pieds de mouton à la sauge, des épaules de mouton rôti, de la hure de sanglier, du faisan rôti. Le tout agrémenté d'herbes les plus fines et de sauces préparées avec les meilleurs épices qui, à ce moment, étaient définitivement entrées dans les mœurs. Quoique venues en abondance en Occident avec les croisades, elles n'étaient que l'apanage des nobles et coûtaient très cher. Le poivre se vendait toujours au prix de l'or d'où l'expression «c'est comme poivre» qu'on employait encore chez nous au début du siècle.

Toutes ces victuailles étaient accompagnées des meilleurs vins provenant des coteaux de la Haine. Ils étaient très prisés des rois de France ainsi d'ailleurs

ROGER que les écrevisses du Piéton et du ry de Soleilmont.

Ce festin ainsi que ceux organisés en toute occasion comme les dîners des grandes chasses où était conviée la noblesse accompagnée et de leur cours. En 1310, un tel festin fut organisé à Gilly pour fêter le supplice et la mise à mort sur le bûcher de Jehenne***, une jeune femme accusée d'être sorcière et des pires maléfices. Y assistaient le maïeur, les échevins, le curé, les jurisperites* et les noblions** du lieu. Au cours de ces somptueuses ripailles, les seigneurs et toutes leurs suites se goinfraient dans une atmosphère de débauche et de grosses plaisanteries à la mode teutonne. Telle était la vie que menaient les féodaux et les nouveaux maîtres de la bourgeoisie naissante.

Les jurisperites*: hommes de loi les noblions**: hommes qui n'ont que leur noblesse Jehenne***, : nom de famille

Mais que mangeait le peuple ?

Il n'était pas question pour nos journaliers de la terre ou nos ouvriers des minières de participer à toutes les joyeusetés de la table.

Du temps des Gaulois, beaucoup de nos plantes potagères et céréalières étaient cultivées. Dans les



Nouvelles



Carvi

clairières vivaient des troupeaux d'animaux domestiques comme les porcs, les moutons, les bœufs. Cependant, ce n'est qu'au cours d'une longue période de christianisation de nos contrées que l'agriculture et l'élevage progressèrent. Des communautés chrétiennes se créèrent, des églises s'élevèrent, des évêques s'installèrent et des moines défricheurs organisèrent des fermes modernes. Des marais furent asséchés. On ne peut donc nier l'action exercée par l'Église sur le développement et l'amélioration de l'agriculture et de l'élevage. Malheureusement, seules les abbayes et les monastères en profitaient et s'enrichissaient. La perception de la dîme à laquelle s'ajoutaient les corvées et toutes sortes de charges touchaient durement les paysans.

Les terres que le clergé ne possédait pas relevaient alors des seigneurs (fiefs du roi, des comtes et de leurs vassaux. Les habitants de ces terres, les serfs devaient alors des prestations en nature ou en espèces aux seigneurs ou lorsqu'ils étaient « libres » payaient cens, tailles, aides et autres redevances.

Pendant la période qui suivit, du 10e au 15e siècle, l'agriculture n'évolua pas et en certains endroits régressa. Les techniques s'améliorèrent à peine et comme la population des campagnes croissait rapidement, les récoltes devenaient insuffisantes. Des famines et des épidémies causaient des hécatombes. Comme si cela n'était pas suffisant, un événement important amena des ravages énormes dans notre pays. La guerre de 100 ans opposa la France et l'Angleterre de 1337 à 1453. Elle eut des répercussions désastreuses chez nous et provoqua la ruine totale dans nos campagnes déjà misérables. C'est alors qu'éclatèrent de nombreuses révoltes de paysans auxquelles se joignirent de nombreux ouvriers des carrières et des mines. C'est à cette époque que les ouvriers des minières de Morialmé organisèrent une grande grève pour l'amélioration de leur salaire, des conditions de travail et de nourriture. Elle fut célèbre et victorieuse. Ce fut la première grande grève organisée par les travailleurs en Europe. Des bandes d'affamés se formaient afin de rançonner les abbayes et les châteaux. Hélas, comme on le disait auparavant, ces bandes étaient bien souvent vite réprimées (voir à ce sujet le film Jacquou le Croquant). Pour vivre, les paysans n'avaient donc que leur lopin de terre qu'ils avaient appris à cultiver pour obtenir, à partir des herbes ou des plantes sauvages, de véritables légumes mais encore bien grossiers : oignons, panais, carottes, fèves ... qu'ils mangeaient à l'état brut se bornant à assaisonner leurs seuls féculents de graines de fenouil et de carvi* accompagnées d'ache** et de cresson recueillis au bord des ruisseaux. Leur plat de consistance était fait de bouillies de céréales et d'épinards. Quand leurs maigres picaillons leur permettaient d'acheter de la viande, les paysans pauvres la mangeaient le plus souvent bouillie mais parfois rôtie. Pour rôtir, le morceau de viande était embroché sur une baquette de coudrier présentée sur les braises de feu de bois en pleine air. C'est toute la famille qui se trouvait alors autour du feu pour cuire chacun son morceau un peu à la façon des charbonniers. Comme la viande était rare pour les petites gens et que le mineur de fer avait besoin de force pour accomplir son dur travail d'extraction, on avait recours au braconnage bien que celui-ci soit strictement interdit. Quand un braconnier se faisait surprendre, il encourait des peines sévères qui allaient de la bastonnade à la pendaison suivant l'humeur du seigneur.

Pour accompagner ses repas, les populations ne buvaient que de l'eau claire puisée à la fontaine. La bière ou l'alcool n'existaient que les ouvriers devaient repasser par le comptoir du cabaret du propriétaire de la mine. C'est là que les hommes devaient aussi s'approvisionner en pain et autres victuailles de

Ache



Nouvelles

l'époque. Le grain, quand on en avait, devait être moulu au moulin du patron contre redevance, bien sûr. On ne pouvait pas se rendre au marché d'une autre circonscription que celle où l'on habitait. Un habitant de Saint-Aubin devait se rendre au marché de Florennes et non de Philippeville sous peine de sanction.

Bien triste et dure époque que vivaient nos aïeux au Moyen-Âge et sous la férule de la bourgeoisie qui naissait. Si nous vivons sensiblement mieux, c'est grave aux luttes que menèrent nos pères et mères. À nous d'être vigilant car notre système pourri, criminel et décadent ne rêve que revenir en arrière comme ce fut le cas dans l'ex-Union Soviétique.

- •*Carum carvi, le Carvi ou Cumin des prés, est une espèce de plante herbacée bisannuelle de la famille des apiacées (Ombellifères), cultivée pour ses feuilles.
- •**Ache : plante ombellifère dont une variété est le céleri.

Références :

L'industrie du fer dans le pays de Couvin et de Chimay et l'histoire régionale de Rance

Extraction et travail du fer dans le Florennois au cours des âges - Florinas numéro n°4 1957

La sidérurgie en Hainaut avant et pendant la période romaine - Willy Staquet

Diverses coupures de journaux du CHAM

L'industrie du fer dans les localités du comté de Namur et de l'Entre Sambre et Meuse de 1345 à 1600- Alphonse Gillard

Histoire du mouvement ouvrier en Belgique - Jean Neuville

L'histoire du Moyen-Âge édition de Moscou 1976

Histoire de Marcinelle de Louis Claude

Recherches des archéologues du CHAM.

Frameries dans le passé de Florent Ruelle

Décembre 1997 Roger Nicolas

Le sionisme chrétien est un mouvement qui prône le retour des Juifs en Terre Sainte et la création d'un État juif en Palestine. Ce mouvement est souvent associé au sionisme juif, mais il existe des différences



importantes entre les deux. Le sionisme chrétien est né au 19ème siècle, dans un contexte marqué par les mouvements de réveil religieux en Europe et en Amérique du Nord.

Les chrétiens sionistes étaient convaincus que le retour des Juifs en Terre Sainte était une condition nécessaire pour que le Messie revienne. Ils ont donc soutenu activement le mouvement sioniste et la création de l'État d'Israël.

Cependant, le sionisme chrétien a également une dimension politique et géopolitique. Les chrétiens sionistes ont souvent été des partisans de la politique d'expansion territoriale de l'État d'Israël et de la colonisation de la Cisjordanie.

Ils ont également été critiques envers les Palestiniens et ont minimisé leurs revendications territoriales et leurs droits. Ces positions ont souvent été source de tensions et ont contribué à alimenter le conflit israélo-palestinien.

La conférence "Le sionisme chrétien ou l'invention de la Terre Sainte, un autre regard sur le conflit israélo-palestinien" par Serge Hustache, offre un éclairage intéressant sur ce mouvement et ses implications dans le conflit israélo-palestinien. Elle permet de mieux comprendre les différentes dimensions du sionisme chrétien et ses liens avec l'histoire de la Palestine et de l'État d'Israël.

Elle offre également un autre regard sur le conflit israélo-palestinien, en s'intéressant aux causes profondes et aux enjeux géopolitiques qui sous-tendent ce conflit complexe.

Cette conférence est une occasion unique d'approfondir ses connaissances sur un sujet crucial et de découvrir les différentes perspectives qui s'entrecroisent dans le conflit israélo-palestinien

Centre Marius Staquet

Cette conférence fut organisée par l'association Progrès et Culture avec la section locale de l'asbl Présence et Action Culturelles

Qui est Serge Hustache?

Serge Hustache est une personnalité belge de renom, ayant occupé plusieurs postes clés au cours de sa carrière. Il est actuellement Président du Collège provincial hainuyer, une fonction importante dans la gestion des affaires publiques dans la province de Hainaut en Belgique. Il est également écrivain, avec plusieurs livres à son actif, ainsi que Président de Rencontre des Cultures d'Orient et d'Occident, une association qui vise à promouvoir la compréhension et la coopération entre les cultures. Avec sa vaste expérience et son expertise dans différents domaines, Serge Hustache est un conférencier de premier plan qui saura capter l'attention de son public et offrir une perspective unique sur les sujets qu'il aborde.

HISTOIRE

Il y a cent ans, un « complot communiste » contre l'État

Il y a 100 ans, le procès d'un supposé « complot communiste contre l'État » s'ouvrait en Belgique. Retour sur un essai de criminalisation du mouvement social, qui en rappelle d'autres, bien plus récents.

La fin de la Première Guerre mondiale est marquée par de grands bouleversements sociaux et démocratiques. Le continent européen est entré en ébullition depuis la révolution russe de 1917. De l'Italie à la Finlande, du Royaume-Uni à la Bulgarie, l'agitation insurrectionnelle gagne les soldats mutinés et les ouvriers en grève qui constituent des conseils armés, inspirés par l'exemple des Soviets. En Belgique, une série de troupiers allemands essayent d'en faire autant. Albert Ier doit en tenir compte quand l'occupant se retire du pays.

Le 14 novembre 1918, trois jours après l'Armistice et une semaine avant sa Joyeuse Entrée dans la capitale, le roi convoque les chefs des partis catholique, libéral et aussi socialiste. Sans passer par les députés, ni même les ministres, Albert Ier annonce l'abolition du suffrage universel masculin et l'article 310 du Code pénal qui réprimait les grèves. Cette violation de la Constitution belge permet d'éviter les troubles qui secouent les nations voisines. Cependant, la vague révolutionnaire en Europe (et aux États-Unis) ne s'estompe pas et continue de terrifier la bourgeoisie occidentale jusqu'en 1923.

C'est au cours de cette période que sont remportées maintes autres conquêtes sociales et démocratiques : la journée des huit heures, le droit de grève, l'indexation salariale, la création de l'ONE (Œuvre nationale de l'enfance, contre la mortalité infantile), la fondation d'une société nationale de logements à bon marché ou encore une première pension obligatoire pour les ouvrier•es.

Ce train de victoires sociales et démocratiques s'obtient aussi grâce à la croissance spectaculaire des syndicats. Couvrant avant-guerre seulement 10 % des salarié•es belges, le taux de syndicalisation saute à 50 % en 1920, le troisième plus important toute proportion gardée après l'Allemagne et le Royaume-Uni. Ce succès de popularité force les portes de la concertation sociale, donnant lieu aux premières commissions paritaires sectorielles et conventions collectives de travail, dans un contexte de relance économique impérieuse.

La répression politique comme psychose bourgeoise

C'est toutefois surtout la psychose de la bourgeoisie qui est à l'origine de ces concessions. La police, la magistrature, le patronat et la grande presse, tous très conservateurs, sont persuadés que les bolchévistes belges, amalgamé•es aux poseurs de

LE GRAND
COMPLOT
COMMUNISTE
UNE MACHINE
DE GUERRE DE
BOURGE DISTE
LE PIC

bombe anarchistes de la fin du XIXe siècle et aux antimilitaristes antipatriotiques, préparent un putsch avec l'aide d'une insaisissable hydre internationale pilotée par Moscou. Mais il n'en est rien.

Les petits groupes séditieux sont marginaux, à l'instar de L'Ouvrier communiste créé en

Image fournie par la CarCoB

Nouvelles

1919 par l'artiste War Van Overstraeten. Les Amis de L'Exploité de Joseph Jacquemotte, eux, ne cherchent alors pas à quitter le Parti ouvrier belge (POB) dans lequel ce permanent syndical des employé•es conserve une certaine influence. C'est de force, car chassé en septembre 1920 du POB, que Jacquemotte commence à préparer avec Overstraeten le Parti communiste de Belgique, sous l'insistance du Kominterm (Troisème Internationale). Le PCB, fondé en septembre 1921, n'est qu'un tout petit parti de 500 membres, réuni•es par le « mariage de raison » des deux anciens groupes rivaux. Le PCB est inapte à mener une action d'ampleur.

Listes noires et rapports policiers

Jusqu'au procès de 1923, les divers services de police et de justice récoltent des renseignements au sujet du péril bolchevique et échangent avec leurs homologues français. Malgré une solide tradition d'étroite surveillance des contestataires, il y a de leur part une surestimation de la menace, due à des informations catastrophistes et une compréhension trop schématique de la nature idéologique des suspects (parfois associés à l'aile gauche des socialistes comme Camille Huysmans et Lucie Dejardin, voire aux nationalistes flamands). Pacifisme, bolchevisme et flamingantisme sont assimilés pêle-mêle à la propagande de l'Allemagne, malgré sa défaite. Des

perquisitions et filatures de communistes, réels ou supposés, ont lieu en 1920-1921 partout dans le pays. Des listes noires sont dressées et sans cesse allongées.

Les rapports policiers d'infiltration dans des réunions ou sur les premières publications bolchevistes s'empilent. Les soubresauts insurrectionnels en Allemagne (le soulèvement de la Ruhr en 1920, l'Action de mars en 1921...) affolent la Sûreté et les Parquets. Les voyages en Russie et en Allemagne des dirigeants communistes et leur correspondance à l'étranger sont particulièrement épiés. Le procureur du roi de Bruxelles et le futur commissaire aux délégations judiciaires Jozef Celis (qui se spécialisera dans la chasse aux communistes, y compris sous l'occupation nazie) jouent un rôle clé dans la préparation frénétique du grand procès antibolchevique.

L'État belge en insécurité

Après des mois de surveillance, l'instruction est prête. La fin d'une grève de mineurs borains est attendue avant de frapper. Deux jours après son arrêt, 54 communistes sont cueillis le 8 mars 1923 pour complot contre la sécurité de l'État. Tous leurs documents (des milliers) sont saisis et épluchés par une armée de fonctionnaires. La machine judiciaire s'emballe. Dix-huit sont détenus à la prison



Le procès du « Grand Complot » en 1923. Au banc des accusés, de gauche à droite : J. Jacquemotte, W. Van Overstraeten, G. Vandenborre, Paul Francken, Félix Coenen, Louis Polk, Joseph Thonet, Léon Leşoil, Nelly Rainchon, Eloi Linkenheld, Henri Glineur, Louis Polk. Au banc des avocats, assis au premier rang, de gauche à droite : Mes Fuss, Plisnier, Hamaide, Petitjean, Jaspar ; sur la première rangée latérale : Mes Spaak, Hirsch, Beeckman, de Rasquinet ; sur la deuxième rangée latérale, debout : Mes Destrée, Rolin et Gérard.

Photo prêtée obligeamment par Jean Taillard.

de Forest, mais trois sont relâchés peu après. Julien Lahaut est de ceux-là. Le futur président du PCB, fondateur déchu de la fédération liégeoise du syndicat métallurgiste, est libéré quand la justice se rend compte... qu'il n'est pas membre du parti. Le syndicaliste métallurgiste profitera alors du procès pour annoncer son adhésion au PCB, en solidarité avec ses camarades emprisonnés. Parmi eux, on retrouve des militants prometteurs comme Léon Lesoil, futur meneur du courant trotskiste, Henri Glineur, verrier de Roux, ou encore Joseph Thonet (de Huy). Les quinze inculpés sont renvoyés par la Chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles le 13 juin à la Cour d'assises pour « avoir comploté pour détruire ou changer, par les armes au besoin, la forme de gouvernement » (articles 104-109 et 110 du Code pénal). Les charges précises ne sont pas spécifiées.

Le procès comme tribune

Le procès débute le 8 juillet. L'acte d'accusation est présenté par le procureur général en personne. Bien des ténors du barreau et du Parlement se relaient pour les accabler ou les disculper. À la défense, plusieurs socialistes s'échinent à décharger les prévenus, comme Jules Destrée, Henri Rolin et Paul-Henri Spaak. Le libéral Robert Petitjean, le nationaliste flamand Rik Borginon et l'unique communiste Charles Plisnier s'efforcent de démontrer le caractère légal de l'activité des militants. Les avocats convoquent des témoins, y compris des chefs du POB comme Louis De Brouckère et même Émile Vandervelde qui soulignent combien certains de leurs textes ont été plus subversifs que les brûlots communistes incriminés. L'accusation et la grande presse appuient invariablement le lien entre l'Allemagne et le bolchévisme. Sur un ton cocardier éculé, Le Soir affirme que les communistes travaillent pour « la propagande russo-boche » tandis que La Libre Belgique joue la surenchère contre ces « infâmes traîtres » à la patrie. La germanophobie est alors ravivée par l'occupation militaire de la Ruhr. Le 11 janvier 1923, Français et Belges envahissent cette région allemande très industrielle afin d'accaparer son charbon et son acier pour honorer les fameuses réparations de guerre que la république de Weimar peine à fournir. Cet événement a bien sûr une importance décisive dans cette affaire.

Le procès tourne vite en rond. Les tracts communistes et les rapports de gendarmerie locale ne suffisent pas à prouver la culpabilité des inculpés, ni même la comptabilité largement déficitaire du PCB. Personne ne parvient à prouver comment aurait été livré et dépensé l'or de Moscou, ni à faire le lien entre la grève irrégulière des mineurs borains de février-mars 1923 et la lutte internationale contre l'occupation de la Ruhr. L'activité militante des communistes se révèle en tous points légale, comme leurs

voyages à l'étranger (y compris en zone occupée). La défense se moque de la vacuité du dossier de l'accusation. Réalisant le profond discrédit de la justice que provoque cette affaire, le procès s'abrège rapidement.

Le 20 juillet, l'acquittement est général. Il est à remarquer que les suspects libérés et leurs sympathisants vont séance tenante, non dans leur local communiste, mais à la Maison du peuple (socialiste) pour fêter leur victoire. Ce procès a conféré au PCB une tribune inespérée qui l'a fait connaître largement. Les ventes du Drapeau rouge s'envoleront un temps. Mais, même si ses deux premiers députés sont élus en 1925, le parti restera petit, très déchiré en interne. Le divorce avec les trotskistes (1929) n'est plus très éloigné. C'est seulement à partir de 1932 que le PCB entamera son agrandissement. Quant à l'aide (un peu étonnante) des socialistes, le procès ne permet aucun vrai rapprochement entre les frères ennemis. Le cas le plus parlant de cette nette mésentente sera sans aucun doute la motion de Corneille Mertens (août 1924) qui interdit tout mandat syndical aux communistes.

Une internationale de la répression

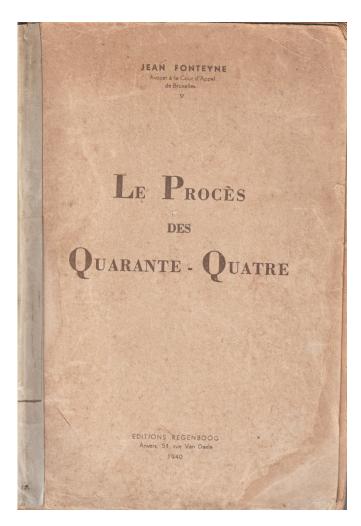
Le procès de 1923 n'est pas spécifique à la Belgique mais s'inscrit au contraire dans une vague de poursuites judiciaires internationale. Une procédure similaire a lieu en France au même moment. 24 cadres du PCF sont arrêtés en janvier et accusés de complot contre l'État, dont le député Marcel Cachin (en dépit de son immunité parlementaire). Comme en Belgique, l'affaire vire au fiasco et les inculpés sont relâchés en mai.

Des tentatives de criminalisation à grand spectacle se déroulent aussi parallèlement en Allemagne et Italie. Aux États-Unis, c'est le long procès contre Sacco et Vanzetti (1920-1927) qui l'incarne, s'achevant par leur exécution malgré une mobilisation mondiale

Une radicalisation patronale... jusqu'à l'assassinat

L'échec du procès de 1923 marque un tournant dans la fonction politique de la Justice. L'élite va alors changer de tactique et passer par une voie plus opaque. Le patronat belge fonde en 1925 un réseau secret, la « Société d'études politiques, économiques et sociales » (Sepes), dans le but de ficher les ouvrier•es rebelles et diffuser de la propagande anticommuniste. D'autres initiatives suivront. L'action anticommuniste s'avère en effet plus efficace sur le plan privé que devant les tribunaux.

L'exemple d'André Moyen est en cela révélateur. L'espion s'appuiera en effet sur des anciens de la



Sepes pour former son Bloc anticommuniste belge, financé par la très puissante Société générale de Belgique, et commanditera en 1950 l'assassinat du député Julien Lahaut, arrêté sans succès vingt-sept ans plus tôt au moment du pseudo-complot. À travers un entre-lacement de la bourgeoisie et de l'appareil d'État, cette chasse aux sorcières s'est poursuivie, légalement ou non, jusqu'à nos jours, comme l'illustre le mystère des Tueurs du Brabant (1982-1985). Beaucoup reste encore à découvrir dans les archives belges sur les divers volets de la répression de la lutte des classes.

Des travaux importants sur le sujet

Cet article rétrospectif n'aurait pas été possible sans un article de José Gotovitch. Francine Bolle a également traité en profondeur de cette période dans sa thèse, La mise en place du syndicalisme contemporain et des relations sociales nouvelles en Belgique, 1910-1937. Jules Pirlot a aussi fait paraître un article à partir d'une conférence donnée à ce sujet à Liège.

ADRIAN THOMAS est historien du syndicalisme belge et collaborateur régulier au dictionnaire du mouvement ouvrier (« Le Maitron »), à la revue « Lava » et au Carcob. Il a publié « Robert Dussart, une histoire ouvrière des ACEC de Charleroi » (Aden), distingué par le Prix Carcob 2021.

Le grand complot.

En mars 1923, après l'occupation de la Ruhr et de ses sites de production industrielle par des troupes françaises et belges, sous prétexte d'imposer à l'Allemagne le respect des dispositions du Traité de Versailles et le paiement des « réparations de guerre », le Parti Communiste de Belgique appelle à des grèves.

Suite à cela, cinquante-quatre cadres et militants du PCB sont arrêtés et quinze d'entre eux traduits devant la Cour d'assises pour complot contre la sécurité de l'État. Le 26 juillet, le procès qui s'avère une veine tentative de criminalisation fomentée par les instances politico-judiciaires de la bourgeoisie contre le tout jeune Parti Communiste de Belgique, tourne à la déconfiture et s'achève par un acquittement général.

L'accusation se garda, constamment, d'apporter le moindre fait précis concernant l'existence d'un complot. Toujours, elle se borna à déclarer que les inculpés, en bloc, poursuivaient, sur la base même du programme communiste, la transformation violente de la société capitaliste, la Révolution sociale, et seuls les écrits, les paroles des inculpés furent invoqués contre eux. Jamais ne put être apporté le moindre fait matériel indiquant l'existence d'un complot!

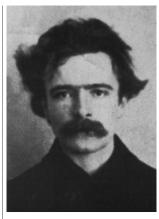
Contre **Joseph Jacquemotte**, on argua du fait que son arrestation l'avait empêché de se rendre à la Conférence internationale d'Essen, alors que l'arrestation a lieu le 8 mars et que la dite conférence s'est tenue au début de janvier.

A **War Van Overstraeten**, on reproche, à crime, les conceptions antiparlementaires qu'il partageait avec ses camarades de l'ancien parti et sa participation à la Conférence d'Essen.

A **Guillaume Vandenborre**, qu'il est délégué à l'organisation des groupes.



Joseph Jacquemotte



Edouard Van Overstraeten dit War

A **Paul Francken**, le simple fait qu'il est trésorier du Parti Communiste et qu'il a été délégué du Parti Communiste Belge au Congrès du Parti Communiste allemand, à Leipzig.

A **Félix Coenen**, à Joseph Thonet, à Eloi Linkenheld, qu'ils sont des militants actifs, collaborant régulièrement au « Drapeau Rouge », délégués de leurs fédérations d'arrondissement au Comité directeur ou se livrant à la propagande communiste dans les milieux ouvriers!

Contre **Henri Glineur**, on relevait le fait qu'il avait rédigé des notes personnelles, de caractère antimilitariste!

Pour justifier le maintien en détention de **Louis Polk**, de la Jeunesse Communiste, on ne formula d'autre accusation que d'être « l'âme » du mouvement à Anvers.

A **Léon Lesoil**, qu'il s'est occupé de la grève des mineurs dans le bassin de Charleroi et dans le Borinage.

Contre notre camarde **Nelly Rainchon**, le Parquet ne formula d'autre « charge » que celle-ci c'est une « propagandiste acharnée ».

Quant à formuler une accusation précise, quant à indiquer un acte matériel établissant l'existence d'un complot, le Parquet n'en a cure!

INTERNATIONAL

«Pfizergate» et SMS : tout comprendre à l'affaire qui menace Ursula von der Leyen

Les SMS de la discorde

En avril 2021, le New York Times révélait que la présidente de la Commission européenne avait négocié directement par SMS avec Albert Bourla, le patron de Pfizer, un contrat de 1,8 milliard de doses de vaccin contre le Covid, durant la pandémie. Ce vendredi 17 mai, une première audience s'est tenue au Tribunal de Liège.

Voilà qui fait tache, à seulement trois semaines de briguer un nouveau mandat de présidente de la Commission européenne. Le vendredi 17 mai, le Tribunal de Liège a tenu une audience au cours de laquelle devait notamment être déterminé qui de la justice belge ou du Parquet européen (EPPO) est compétent pour poursuivre l'instruction de la plainte déposée contre Ursula von der Leyen, dans le cadre du « Pfizergate ».

Les faits reprochés.



En avril 2021, le New York Times révélait que la présidente de la Commission européenne avait négocié directement par SMS avec Albert Bourla, le patron de Pfizer, un contrat de 1,8 milliard de doses de vaccin contre le Covid, pour la modique somme de 36 milliards d'euros. Si ces accusations s'avèrent véridiques, Ursula von der Leyen aurait négocié un contrat d'achat de vaccins en dehors de toute règle commerciale européenne.

Le 27 mars dernier, la commissaire européenne à la Santé, Stella Kyriakides, a profité d'une discussion devant la commission spéciale du Parlement européen sur la pandémie de Covid-19 (COVI) pour voler au secours de sa cheffe, insistant sur le fait que cette dernière n'avait joué aucun rôle dans la négociation des contrats de vaccins Covid.

Le hic, c'est qu'Albert Bourla, le patron de Pfizer, ne semble pas donner du sien pour affaiblir les accusations en conflit d'intérêts. Il n'a pas hésité à raconter dans un livre qu'il avait noué une « relation étroite avec [Ursula von der Leyen] par le biais de SMS et d'appels téléphoniques » à partir de janvier 2021.

Un silence qui pose question

Depuis les révélations du New York Times, nombre d'entités ont demandé à la présidente de la Commission européenne de rendre public ces échanges de SMS. Les membres de la Commission Covid de l'UE, la médiatrice de l'Union européenne (l'UE) Emily O'Reilly, le parquet européen et la Cour des comptes européenne se sont tous heurtés à une fin de non-recevoir.

En février 2023, le New York Times a lui-même saisi la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) afin d'obtenir la divulgation des SMS en question, après que leur demande d'accès aux documents a été refusée. La CJUE a alors déposé une plainte administrative contre la Commission européenne, qui

a toujours refusé de révéler le contenu des SMS, et même de confirmer leur existence. « Tout ce qui était nécessaire à ce sujet a été dit et échangé. Et nous attendrons les résultats », a expliqué Ursula von der Leyen.

En effet, si jamais des SMS ont permis de négocier des transactions financières impliquant l'Union européenne, ces derniers deviennent des documents administratifs au sens du droit. Se refusant à les dévoiler, Ursula von der Leyen porterait atteinte aux droits consacrés dans la constitution européenne. Dans le cas où elle les aurait supprimés, cela constituerait une destruction de documents administratifs.

Une plainte déposée par un lobbyiste



En avril 2023, le lobbyiste belge spécialisé dans les relations commerciales Chine-UE Frédéric Baldan a déposé plainte contre Ursula von der Leyen auprès d'un juge de Liège, pour « prise illégale d'intérêts et corruption », « usurpation de fonctions et de titre » et « destruction de documents publics ». Il estime subir un préjudice moral constitué par « la perte de confiance dans l'Union comme puissance de réalisation du bien commun ».

Surtout, il juge que les finances publiques de la Belgique auraient été lésées par les négociations d'Ursula von der Leyen avec Pfizer. Il souligne que, d'après les données de l'Institut de santé publique Sciensano, fin 2022, parmi les 40,4 millions de doses de vaccins contre le Covid-19 reçues par la Belgique, 27,9 millions ont été achetées à Pfizer. Le lobbyiste belge y voit un privilège octroyé au géant américain de la pharmacie. Il se trouve que le média Politico a annoncé que fin 2023, au moins 4 milliards d'euros de doses avaient été gaspillés. Le contrat liant l'Union européenne à Pfizer a ainsi dû être renégocié.

Frédéric Baldan s'est constitué par la même occasion partie civile, réclamant 50 000 euros pour son préjudice moral. Il espère que le juge d'instruction liégeois soit « en mesure de réquisitionner les SMS et pas seulement de les demander ». Ce dernier considère que si l'ancienne ministre allemande et le

patron de Pfizer invoquent la nature privée de ces échanges, cela révélerait un conflit d'intérêts grave, dans le cadre de la vente de vaccins à l'Union européenne.

Des associations, partis politiques, citoyens et même des pays européens, la Hongrie de Viktor Orbán et la Pologne, à l'époque gouvernée par les ultraconservateurs du PiS, se sont joints à la plainte de Frédéric Baldan.

Les enjeux juridiques derrière cette première audience.

Le Tribunal belge devait notamment déterminer, ce 17 mai, s'il revient à la justice belge de poursuivre l'instruction de la plainte déposée, ou si c'est au Parquet européen (EPPO) de se pencher sur ce « Pfizergate ». L'EPPO s'est saisi de la plainte belge et a présenté son réquisitoire à Liège. L'organisme traite notamment des affaires revêtant une dimension transnationale ou qui concerne le budget de l'UE. Mais, de son côté, le juge d'instruction belge souhaiterait poursuivre son enquête. Le Tribunal de Liège a décidé de remettre le dossier au 6 décembre prochain, notamment dans le but de laisser aux parties le temps de se prononcer sur la compétence du parquet européen en la matière.

En attendant, le média en ligne Blast a révélé en septembre 2023 que Frédéric Baldan a vu son accréditation de lobbyiste professionnel lui être retirée, en juin de la même année, par un registre de la transparence de l'Union européenne, qui dépend de l'autorité... d'Ursula von der Leyen.

Par Thomas Ribaud Extrait de Marianne.

En Belgique, l'extrême droite et les libéraux arrivent en tête aux Européennes

Les articles qui suivent font partie de l'édition spéciale Élections européennes 2024 : tour d'horizon des résultats.

Alors que les Belges se rendaient aux urnes dimanche (9 juin) pour une triple élection et que les jeunes âgés de 16 ans pouvaient voter pour la première fois aux Européennes, les résultats de l'élection des eurodéputés belges donnent l'extrême droite eurosceptique et les libéraux comme grands vainqueurs.

Les Belges ont voté pour les élections régionales, fédérales et européennes. Et comme dans d'autres pays européens tels que la France, l'Allemagne, les



Pays-Bas ou encore l'Autriche, on constate une une montée de l'extrême droite au sein de la population.

Côté francophone, les libéraux du Mouvement Réformateur (MR, Renew Europe) sont en tête du scrutin européen avec 13,57 % des voix, ce qui se traduit par 3 des 22 sièges belges au sein de l'hémicycle de l'UE. Côté flamand, ce sont les partis nationalistes d'extrême droite Vlaams Belang (Identité et Démocratie, ID) et NV-A (Conservateurs et Réformistes européens, CRE) qui mènent la danse avec respectivement 13,92 % et 13,39 % des voix et 3 sièges chacun.

Les Chrétiens-démocrates et Flamands (CD&V, Parti populaire européen/PPE) et le Parti socialiste (PS, Socialistes et Démocrates européen/S&D) obtiennent tous deux 7,99 %, tandis que le parti social-démocrate flamand Vooruit (S&D) recueille 7,64 % des voix. Les trois partis disposeront de 2 sièges chacun.

Pour Groen et son pendant francophone Ecolo (Verts/ALE), c'est la débâcle : alors que le parti flamand obtient 5,99 %, Ecolo se cantonne à 3,93 %. Ils obtiennent un siège chacun.

Le Parti des travailleurs de Belgique (PTB) et son pendant flamand, PVDA (tous deux membres de La Gauche), obtiennent 5,98 % et 4,90 % des voix, ce qui leur donne un eurodéputé chacun.

Avec leurs 5,57 %, les Engagés obtiennent un siège au sein du Parti populaire européen.

L'Open VLD (Renew), parti de l'actuel Premier mi-

nistre Alexander De Croo, a plongé, obtenant 5,49 % des voix et donc 1 seul siège au Parlement européen. Suite aux mauvais résultats du parti dans les trois élections du pays, M. De Croo a par ailleurs annoncé, très ému, sa démission, qu'il a présentée au roi.

Taux de participation

En Belgique, le vote est obligatoire. Cette année, les jeunes de 16 ans devaient, pour la première fois, participer au scrutin européen.

Le taux de participation des Belges aux Européennes est très élevé mais n'a plus dépasse la barre des 90 % depuis 2009.

Cette année, les citoyens belges étaient 89,82 % à participer au vote.

Par : Anne-Sophie Gayet et Thomas Moller-Nielsen | Euractiv.com

En Allemagne, les résultats de l'AfD aux élections européennes confirment le virage à l'extrême droite de l'Europe

Malgré la série de scandales qui l'ont récemment ébranlé, le parti d'extrême droite allemand Alternative pour l'Allemagne (AfD) est parvenu à obtenir le meilleur résultat de son histoire au niveau national lors des élections européennes de dimanche (9 juin). L'AfD a dépassé le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) du chancelier Olaf Scholz.



Avec 15,9 % des voix (15 des 96 sièges allemands au Parlement européen), l'AfD est en deuxième position, juste derrière le parti de centre-droit CDU/CSU (Parti populaire européen, PPE) et ses 30 % (29 eurodéputés), enregistrant ainsi le meilleur résultat national de son histoire. Le parti d'extrême droite devance ainsi les partis gouvernementaux de centre-gauche, à savoir le SPD (13,9 % et 14 euro-députés), les Verts (Die Grünen, 11,9 % et 12 euro-députés) et le Parti libéral-démocrate (FDP, 5,2 % et 5 eurodéputés).

L'AfD a réussi à devenir la première force politique de l'ex-Allemagne de l'Est et est arrivée en tête, aux côtés de la CDU/CSU, auprès des jeunes électeurs âgés de 16 à 24 ans.

Ce résultat a secoué les partis centristes en Allemagne, où l'extrême droite reste ostracisée en raison du passé fasciste du pays.

Christian Petry, porte-parole de la politique européenne du SPD pour les Affaires européennes, a qualifié ce résultat de « choquant ».

«Le centre du pays doit en effet être inquiet», a-t-il confié à Euractiv.

L'AfD a même dépassé les prévisions des derniers sondages avant les élections, qui le plaçaient à 14 %. Néanmoins, le résultat est inférieur au record historique de 20 % que le parti avait atteint au début de l'année avant d'être frappé par une série de scandales impliquant notamment Maximilian Krah et Petr Bystron, accusés de trafic d'influence au profit de la Russie et de la Chine.

Selon M. Petry, cela montre que les structures d'extrême droite s'enracinent. Pour Anton Hofreiter, député des Verts, partenaires de coalition du SPD, cette situation peut être attribuée aux crises qui touchent le monde.

«Un niveau élevé d'insécurité dû à des crises mul-

tiples conduit souvent à un renforcement des tendances autocratiques », a-t-il déploré.

La codirigeante de l'AfD, Alice Weidel, a déclaré que le parti avait bénéficié du fait que les Allemands étaient devenus beaucoup plus eurosceptiques, même si l'Allemagne reste l'un des États membres les plus pro-européens.

Les plus grands États membres à la tête du virage à l'extrême droite

L'AfD, qui devrait obtenir 16 sièges au Parlement européen, est aussi le principal moteur d'un glissement à l'extrême droite généralisé en Europe.

Les groupes des Conservateurs et Réformistes européens (CRE) et Identité et Démocratie (ID), ainsi que l'AfD allemande et le Fidesz hongrois en tant que partis non affiliés, devaient obtenir environ un quart des sièges au sein du nouvel hémicycle européen. Près de 50 % de ces sièges provenaient des partis des plus grands États membres, à savoir la France, l'Italie et l'Allemagne.

En France, le Rassemblement national (RN, ID) a remporté une victoire écrasante lors du scrutin européen, ce qui a conduit le président Emmanuel Macron à dissoudre l'Assemblée nationale afin de convoquer des élections législatives anticipées. En Italie, le parti au pouvoir, Fratelli d'Italia (CRE), est arrivé en tête.

Malgré cela, il n'était pas certain que les deux têtes de liste de l'AfD assument un mandat à Bruxelles, compte tenu de leur implication dans des scandales qui ont marqué la campagne du parti.

Alice Weidel a déclaré dimanche soir que c'était « à la délégation de décider ».

L'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), un nouveau parti conservateur de gauche fondé par la dissidente de Die Linke Sahra Wagenknecht, obtiendra quant à lui 6 sièges grâce à son score de 5,70 %.

Le parti n'appartient pour l'heure à aucun groupe au Parlement européen, mais sa fondatrice avait déjà laissé entendre qu'elle souhaitait fonder un nouveau groupe au sein de l'hémicycle. Selon les règles internes du l'institution, tout nouveau groupe doit être composé d'au moins 23 eurodéputés issus d'au moins 7 États membres.

Taux de participation

Cette année encore, le taux de participation des Allemands aux élections européennes dépasse la barre des 60 %, avec 64,78 % de participation.

Par: Nick Alipour | EURACTIV | translated by

En Espagne, le Parti populaire remporte les Européennes suivi par le PSOE de Pedro Sánchez



ESPAÑA

Le principal parti d'opposition espagnol, le Parti populaire (PP, Parti populaire européen/PPE), a remporté les Européennes en Espagne dimanche (9 juin) avec 34,18 % des voix, obtenant ainsi 22 des 61 sièges alloués au pays au Parlement européen. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE, Socialistes et Démocrates européens/S&D) du Premier ministre Pedro Sánchez est arrivé en deuxième position avec 30,19 % des voix, soit 20 sièges, tandis que le parti d'extrême droite Vox est arrivé en troisième position avec 9,62 % des voix et six sièges.

«Félicitations à Dolors Montserrat [tête de liste du PP] et à l'ensemble de la campagne, car vous allez porter nos valeurs et nos politiques en Europe. Un triomphe bien mérité que nous avons obtenu en nous adressant à chaque électeur avec sincérité et honnêteté», a déclaré Alberto Núñez Feijóo, chef de file du PP, sur X, peu après l'annonce des résultats, bien qu'il n'ait pas obtenu la victoire retentissante qu'il espérait.

En quatrième position, le parti Ahora República (Maintenant, les Républiques), une alliance des forces indépendantistes d'extrême gauche réunissant la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), Euskal Herria Bildu (EH Bildu) et le Bloc nationaliste galicien (Galice), a obtenu 4,92 % et 3 sièges.

Le parti de gauche Sumar, partenaire du PSOE au gouvernement, a recueilli 4,65 % des voix et trois sièges, selon des sources gouvernementales.

Le parti «ultra» Se Acabó la Fiesta (SALF, signifiant « La fête est finie »), qui a obtenu 5,9 % des voix et trois sièges, fait son entrée au Parlement européen. Son leader, le jeune politologue Alvise Pérez, portera

à Bruxelles et à Strasbourg son message de lutte contre ce qu'il appelle la « mafia » des politiciens.

«C'est pour vous que ce combat contre l'ensemble du système et la partitocratie corrompue vaut la peine d'être mené. Vous laisser tomber reviendrait à nous laisser tomber nous-mêmes. La fête est finie», a déclaré M. Pérez sur X.

Il semblerait qu'il s'agit d'une victoire amère — et trop serrée — pour le PP, la stratégie du parti et de sa tête de liste, Dolors Montserrat, ayant été de présenter ces élections comme une sorte de «plébiscite» contre Pedro Sánchez et son gouvernement. Le but recherché étant de revenir au pouvoir après cing ans dans l'opposition.

La tête de liste du PSOE, la ministre espagnole de la Transition écologique, Teresa Ribera, a déclaré que les 20 sièges remportés par son parti dimanche étaient «un résultat magnifique», compte tenu des attaques du PP et de Vox contre son parti et contre M. Sánchez.

L'ambition du PSOE est d'être «la première force politique» en Espagne, a ajouté Mme Ribera.

Le PP a été évincé après que le PSOE et la gauche ont réussi à faire passer une motion de censure contre l'ancien Premier ministre Mariano Rajoy (PP) en 2018, avec le soutien des forces séparatistes, à la suite de plusieurs affaires de corruption impliquant le parti de droite.

Le parti séparatiste Ensemble pour la Catalogne (JxCat), dirigé par l'ancien président catalan Carles Puigdemont, a obtenu 2,54 % des voix et un siège.

La Coalition pour une Europe Solidaire (CEUS), composée de divers partis régionaux, a obtenu 1,61 % des voix et est entrée au Parlement européen avec un siège.

Loin des grands débats européens, comme la sécurité, la guerre en Ukraine, l'immigration, la Politique agricole commune (PAC) ou le Green Deal, les élections européennes en Espagne ont été marquées par des questions d'ordre national, notamment la loi d'amnistie controversée proposée par M. Sánchez. Celle-ci vise à gracier des centaines de responsables politiques séparatistes catalans, et le PP et Vox la jugent anticonstitutionnelle.

La participation aux élections européennes en Espagne a été relativement faible, atteignant 49,21 % cette année contre 60,73 % en 2019.

Par : Fernando Heller | Euractiv.com | translated by Marie-Alix Pocholuk

Italie: Giorgia Meloni conforte sa position



Contrairement à d'autres pays européens comme la France, l'Autriche et l'Allemagne, où la poussée de l'extrême droite aux Européennes a ébranlé les gouvernements au pouvoir, le parti d'extrême droite de la Première ministre italienne, Fratelli d'Italia, a conforté sa position au terme de ce scrutin, avec 28,87 % des voix selon les résultats provisoires de ce matin, alors que plus de 95 % des bulletins de vote avaient été dépouillés.

Giorgia Meloni a salué les résultats du scrutin de dimanche (9 juin) comme corroborant un vote qui, il y a deux ans — lorsqu'elle avait remporté les élections législatives — n'était qu'un« pari reposant sur l'espoir ». Son parti disposera de 24 des 76 sièges italiens au Parlement européen.

«Je suis fière que notre nation se présente au G7, en Europe, avec le gouvernement le plus fort de tous», a affirmé Giorgia Meloni à la télévision italienne, après l'annonce des victoires importantes de l'extrême droite ont déstabilisé les gouvernements en France et en Allemagne notamment.

Le parti La Lega (Identité et Démocratie, ID) de Matteo Salvini, partenaire de la coalition et vice-Premier ministre, a attribué la chute vertigineuse de son parti par rapport aux élections européennes de 2019 (de 34,3 % en 2019 à 8,81 % cette année) à des «circonstances internes difficiles au sein du parti». Il faisait notamment référence au fait que le fondateur du parti, Umberto Bossi, a annoncé qu'il voterait plutôt pour Forza Italia (Parti populaire européen, PPE) plus tôt dans la journée de dimanche.

La Lega disposera de 8 eurodéputés seulement pour la prochaine législature européenne.

Elly Schlein, cheffe du parti d'opposition de centregauche Partito Democratico (PD, Socialistes et Démocrates européens), s'est réjouie du résultat de son parti, qui est arrivé deuxième avec 25,5 % et disposera de 22 eurodéputés.

« Nous sommes en train de combler l'écart avec le parti

de Meloni », a affirmé Mme Schlein après les premières projections du dépouillement, peu après 01h00 du matin. « La part de voix des forces d'opposition dépasse désormais celle de la coalition au pouvoir », a-t-elle ajouté.

Le résultat positif du PD signifie que le parti italien est la nouvelle principale délégation nationale au sein du groupe S&D au Parlement européen, détrônant ainsi le Parti socialiste-ouvrier espagnol (PSOE), qui devrait passer à 20 sièges.

En ce qui concerne les autres partis italiens, le Movimento Cinque Stelle populiste (non-inscrits) a obtenu 9,66 % (soit 8 eurodéputés), contre 17,1 % lors du précédent scrutin européen.

Ils n'appartiennent actuellement à aucun groupe europarlementaire, mais certaines rumeurs laissent entendre que le parti pourrait former un nouveau groupe avec le parti allemand récemment formé Alliance Sahra Wagenknecht (BSW).

Entre-temps, Forza Italia (PPE), autre partenaire de coalition du gouvernement, a dépassé La Lega avec une part de voix de 8,80 %. Il devrait disposer de 7 eurodéputés.

Autre vainqueur relatif du scrutin de dimanche : l'Alliance des Verts et de la Gauche (AVS), dont les trois eurodéputés (6,86 %) rejoindront les rangs des Verts/ALE et de La Gauche (GUE/NGL).

Ilaria Salis, une activiste antifasciste italienne de 34 ans qui risque jusqu'à 24 ans de prison en Hongrie pour avoir prétendument attaqué trois néonazis l'année dernière, fera son entrée au sein du Parlement européen, son parti, l'AVS ayant dépassé le seuil des 4 % qui lui permet d'obtenir un siège. Elle bénéficiera donc de l'immunité parlementaire.

Il est à noter qu'aucun des partis qui auraient rejoint le groupe Renew (libéraux) au Parlement européen n'a franchi le seuil des 4 % nécessaire pour obtenir un siège, le parti de l'ancien Premier ministre Matteo Renzi, Stati Uniti d'Europa, n'obtenant que 3,72 %.

Taux de participation

Dans le pays, le taux de participation aux élections européennes a diminué par rapport au scrutin de 2019, passant de 54,5 % à 48,3 %.

C'est tout de même plus que les scrutins de 2004, 2009 et 2014 (entre 42 et 45 %).

Par : Alessia Peretti, Anna Brunetti et Simone Cantarini | EURACTIV Italie | translated by Jeanne Manikieu

Aux Pays-Bas, les progressistes ta- En Pologne, la Coalition civique de lonnés par l'extrême droite aux Européennes



Le Parti pour la liberté (PVV, Identité et Démocratie/ ID) de Geert Wilders est devenu le plus grand parti en obtenant six sièges au Parlement européen à l'issue des élections européennes, tandis que les neuf sièges remportés par le tandem Frans Timmermans-Bas Eickhout (Parti travailliste et Gauche verte) en font la principale force d'opposition du pays.

Les Pays-Bas sont réputés pour compter un grand nombre de partis politiques qui se partagent les voix, et cette élection n'a pas dérogé à la règle.

Parmi eux, trois partis potentiels se rendront à Bruxelles sous la seule bannière du PPE : le parti Appel chrétien-démocrate (CDA), le Nouveau Contrat social (NSC) et le célèbre parti paysan, Mouvement agriculteur-citoyen (BBB).

Les libéraux de gauche et de centre droit, Démocrates 66 (D66) et le Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD) obtiennent respectivement trois et quatre sièges, tandis que le Parti pour les animaux (PvdD) n'en a obtenu qu'un.

Deux députés du parti fédéraliste Volt rejoindront leurs homologues allemands sous une bannière européenne commune.

Pour Volt, il s'agit d'une performance sans précédent, même si le score final reste faible, comme l'a rapporté Euractiv lors de la soirée électorale.

Par: Chris Powers | Euractiv.com | translated by Jeanne Manikieu

Donald Tusk l'emporte de justesse aux Européennes face à l'opposition du PiS

La Coalition civique (KO, Parti populaire européen/ PPE & Verts/ALE) du Premier ministre Donald Tusk a obtenu 37,06 % aux élections européennes de dimanche (9 juin) en Pologne, tandis que le parti Droit et Justice (PiS, Conservateurs et Réformistes européens/CRE) de Jarosław Kaczyński le talonne avec 36,16 %. Tandis que la KO devrait envoyer 21 eurodéputés, le PiS disposera de 20 sièges. Au total, la Pologne dispose de 53 sièges au Parlement européen.

Coalition civique de l'ancien président du Conseil européen Donald Tusk remporte, pour la première fois depuis une décennie, un scrutin contre le PiS nationaliste, qui a été au pouvoir entre 2015 et 2023.

Donald Tusk a exprimé sa joie en déclarant : «Cela fait 10 ans que nous attendons cette première place sur le podium. Je suis très heureux et très touché».

«Je suis ravi que nous n'ayons pas gaspillé ces beaux mois qui ont suivi le 15 octobre», a-t-il affirmé en référence aux élections générales d'octobre dernier dans le pays. Le PiS avait remporté ce scrutin, sans toutefois parvenir à former une majorité au parlement, ce qui a permis à la coalition de M. Tusk de prendre le pouvoir.

Le résultat de la KO «est probablement le meilleur résultat d'un parti en Europe», a-t-il ajouté.

Jarosław Kaczyński, leader du PiS, a déclaré que «ce résultat représente un grand défi pour » son parti. Il a promis aux électeurs du PiS que le parti «continuerait» malgré les «attaques infernales» dont il fait l'objet.

Le parti d'extrême droite Confédération a été la deuxième surprise de la soirée. Alors qu'il n'avait pas atteint le seuil électoral en 2019, il a cette fois-ci réussi à obtenir 12,08 % des voix et six sièges.

«Nous avons prouvé que nous sommes capables de gagner des adversaires politiquement corrects sans abandonner notre programme», a expliqué Kr-



zysztof Bosak, vice-président du parlement et codirigeant du parti d'extrême droite Confédération.

Il a fait remarquer que son parti était celui qui avait «tenu les propos les plus critiques à l'égard de l'UE dans l'histoire des campagnes politiques polonaises » pendant la campagne électorale, et que les électeurs l'avaient récompensé en montrant qu'ils «voulaient cette idéologie et cette attitude intransigeante».

Quant au groupe que rejoindra Confédération au sein de l'hémicyle européen, les experts contactés par Euractiv Pologne prévoient la formation d'un nouveau groupe avec l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), récemment exclue du groupe Identité et Démocratie (ID), et d'autres partis plutôt que l'adhésion aux groupes CRE et ID.

Robert Biedroń du parti de la Nouvelle Gauche s'est dit satisfait malgré le score de son parti (6,3 %, soit 3 eurodéputés). «Bien sûr, les résultats auraient pu être meilleurs. Bien sûr, nous aurions pu donner plus, mais nous avons résisté aux populistes anti-européens et anti-démocratiques », a-t-il insisté.

Taux de participation

Depuis que la Pologne a rejoint l'UE, le taux de participation de ses citoyens aux élections européennes était en augmentation.

Après un pic à 45,68 % au dernier scrutin en 2019, le taux de participation est toutefois tombé à 40,65 % cette année.

Par : Aleksandra Krzysztoszek | EURACTIV Pologne | translated by Jeanne Manikieu

Elections européennes 2024 : quelle est la composition du nouveau Parlement européen

Les élections européennes de 2024 passées, on peut désormais évaluer la composition du nouveau Parlement européen en fonction des résultats dans les 27 Etats membres. La droite conforte sa position de premier groupe politique, devant les sociaux-démocrates. L'extrême droite progresse fortement, tandis que les libéraux et les écologistes perdent de nombreux élus.

Le Parlement européen compte 720 députés à l'issue du scrutin du 9 juin 2024 pour la Parlement européen

A quoi ressemble le nouveau Parlement européen ? Après les élections européennes, qui se sont dérou-



lées du 6 au 9 juin 2024 dans les 27 Etats membres, les services du Parlement européen actualisent chaque semaine les projections de l'hémicycle. Si les principaux groupes politiques sont constitués, le nombre de députés européens qui les composent continue d'évoluer, au gré des ralliements et des défections de certains d'entre eux.

Si l'agencement des forces politiques peut toujours changer en cours de législature, il devrait néanmoins se stabiliser à l'approche de la session plénière inauqurale, qui débute le 16 juillet 2024.

Pour former un groupe politique au Parlement européen, il faut réunir au minimum 23 députés issus de 7 pays différents. A noter que lors de la mandature 2024-2029, le Parlement européen est plus fourni que lors de la précédente : 15 sièges supplémentaires ont été attribués à différents Etats membres, faisant passer le nombre de députés européens de 705 à 720.

La droite et la gauche se stabilisent

Le premier enseignement de cette projection est la relative stabilité des deux principaux groupes au Parlement européen, qui représentent les familles politiques européennes traditionnelles que sont la droite et la gauche.

Le groupe du Parti populaire européen (PPE), dans lequel siègent, entre autres, les élus français des Républicains (LR) ou les chrétiens-démocrates allemands (CDU/CSU), compte historiquement le plus grand nombre de représentants au sein de cette assemblée. Il conserve en principe sa première place avec 13 élus supplémentaires (189 députés européens, contre 176 à la fin de la mandature 2019-2024).

L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D), groupe politique du Parti socialiste européen (PSE), serait dans une situation semblable, mais en très légère baisse, passant de 139 à 136 élus (-3). Elle resterait ainsi la deuxième force politique du

Parlement européen. Siègent notamment dans ses rangs les eurodéputés français du Parti socialiste et de Place publique (PS-PP), ou ceux du

Percée de l'extrême droite

Autre enseignement important de cette projection, le renforcement des deux groupes d'extrême droite à prévoir. Du côté des Conservateurs et réformistes européens (CRE), la famille politique de la Première ministre italienne Giorgia Meloni (Fratelli d'Italia), on observe une hausse importante des effectifs. 14 élus viendraient grossir le contingent eurosceptique, portant son nombre de parlementaires à 83, contre 69 à la fin de la mandature 2019-2024. Une augmentation qui ferait désormais du groupe CRE la troisième force politique de l'hémicycle.

Les nationalistes d'Identité et démocratie (ID), qui comptent dans leurs rangs les élus du Rassemblement national (RN) ou les Italiens de la Lega, glaneraient 9 sièges supplémentaires. Ce qui leur permettrait de passer de 49 à 58 eurodéputés.

Un renforcement de l'extrême droite qui s'observe également à travers la composition du groupe des non-inscrits, bien qu'il passe de 62 à 45 eurodéputés (-17). Tous les membres de ce groupe ne sont pas proches idéologiquement de l'extrême droite, mais on y retrouve notamment les 15 élus nationalistes allemands de l'AfD (récemment exclus du groupe ID), ou les 10 eurodéputés du Fidesz, le parti au pouvoir en Hongrie. Ces deux formations politiques pourraient d'ailleurs rejoindre l'un des deux groupes d'extrême droite ou tenter d'en former un troisième. Le prochain Parlement européen recense ainsi plus de 160 représentants des courants nationalistes au sein de l'Union européenne. Et ce sans compter les 45 nouveaux élus que les services du Parlement européen classent encore dans une catégorie "Autres", en raison du manque d'informations concernant les groupes politiques au sein desquels ils pourraient siéger prochainement.

Les libéraux et les écologistes dégringolent, la gauche radicale stable

En forte progression lors des élections européennes de 2019, les groupes libéraux et écologistes tombent de haut cette année. Renew Europe, qui regroupe notamment les élus de la majorité présidentielle française et les Espagnols de Ciudadanos, perdrait 28 représentants, passant ainsi de 102 à 74 euro-députés. C'est le plus grand recul parmi tous les groupes politiques du Parlement européen. Les libéraux perdraient donc leur statut de troisième groupe politique, au profit du CRE.

Du côté des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE), la perte est estimée à 18 sièges, soit le quart

de leurs effectifs. Le groupe, qui compte dans ses rangs les élus français d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) et les Allemands de Die Grünen, passerait ainsi de 71 à 53 élus. Quatrième groupe le plus important lors de la précédente mandature, les écologistes reculeraient ainsi d'une place.

Enfin, la Gauche au Parlement européen (GUE/NGL) conserverait son rang de plus petit groupe politique. Rassemblant entre autres les élus de La France insoumise (LFI) ou de Die Linke en Allemagne, elle verrait son contingent rester relativement stable, à 39 eurodéputés contre 37 précédemment (+2).

Hugo Palacin, mis à jour par Valentin Ledroit

La gauche radicale au parlement européen



Manon Aubry réélue à la coprésidence du groupe de La Gauche au Parlement européen. Cheffe de file de La France insoumise lors des élections européennes, Manon Aubry rempile à la tête du groupe de gauche radicale au Parlement européen. Elle partagera la présidence avec l'Allemand Martin Schirdewan, également réélu ce mercredi 3 juillet.

Une seconde Française prend les rênes d'un groupe du Parlement européen. Après Valérie Hayer pour les libéraux, c'est l'Insoumise Manon Aubry qui a été reconduite à la tête de son groupe, La Gauche, ce mercredi 3 juillet. Elle partagera cette fonction avec Martin Schirdewan, issu du parti allemand Die Linke.

A l'issue de sa première élection au Parlement européen en 2019, Manon Aubry avait déjà endossé le rôle de coprésidente aux côtés de Martin Schirdewan. Membre des commissions des Affaires économiques et des Affaires juridiques, la jeune élue de 34 ans a notamment travaillé sur le devoir de vigilance des entreprises durant son précédent mandat (2019-2024).

"Nous porterons fièrement la voix de la résistance face à l'extrême droite [...] et l'espoir pour les travailleurs et travailleuses en Europe", a déclaré l'eurodéputée sur son compte X. Manon Aubry a ajouté que son groupe ne voterait pas pour reconduire Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission européenne, alors que le Parlement européen devrait se prononcer le 18 juillet, après la proposition formulée par les chefs d'Etat et de gouvernement en juin.

L'arrivée du Mouvement 5 étoiles ?

Si les tractations vont bon train entre les différents partis d'extrême droite représentés au Parlement européen, les lignes bougent aussi de l'autre côté de l'hémicycle. Le Mouvement 5 étoiles (M5S) italien a fait acte de candidature pour intégrer le groupe de La Gauche.

Fondé par le comédien Beppe Grillo en 2009, ce mouvement adopte à ses origines une ligne populiste et eurosceptique. Après avoir participé à plusieurs coalitions au pouvoir en Italie, dont une alliance avec la Ligue d'extrême droite de Matteo Salvini, le parti a pris un virage à gauche. Il porte aujourd'hui un regard critique sur le soutien européen à l'Ukraine et a fait de l'écologie une priorité.

La France insoumise demeure la première délégation au sein du groupe de La Gauche (39 sièges actuellement). Arrivée en quatrième position lors des élections européennes en France, avec 9,9 % des voix, LFI a obtenu 9 élus au Parlement européen. Une augmentation de 3 sièges par rapport à la précédente législature. Mais les Italiens dépasseraient les Français en nombre de sièges si les 8 eurodéputés du Mouvement 5 étoiles les rejoignaient puisque deux députés, élus sur une liste distincte du M5S de l'autre côté des Alpes, ont déjà grossi les rangs de La Gauche. Les eurodéputés du groupe devraient décider du sort de leurs collègues du M5S jeudi 4 juillet.

Derrière ces délégations, les Allemands comptent 4 députés européens, tout comme les Grecs de Syriza et les Espagnols de différents partis, dont Sumar et Podemos. Les Finlandais et les Irlandais sont les autres nationalités les plus représentées, avec 3 eurodéputés.

La session plénière constitutive du Parlement européen aura lieu du 16 au 19 juillet. Elle ouvrira la 10e législature européenne depuis 1979. Les eurodéputés doivent notamment élire leur présidence. La Maltaise Roberta Metsola devrait être reconduite.

Arthur Olivier

LIBRES PROPOS

La saga des gares, des guichets et des automates

Publié le 31 mai 2024 par Pierre Marage. Episode n° ??? : on ne compte plus !



P.A.N.G.: point d'arrêt non gardé

« Hé, vieille Gangstère, pourquoi t'es en colère ?

Sapristi, il y a de quoi être en colère!

Une rumeur circule à propos de la suppression de tous les guichets dans les gares et la généralisation des automates.

Ah bon, ça paraît un peu gros et ce n'est qu'une rumeur.

Mais comme le suggère l'expression : « il n'y a pas de fumée sans feu ».

Bip, bip, mon radar m'a directement branchée sur une source sûre. Donc, dans l'immédiat, il n'est pas envisagé de fermer tous les guichets, MAIS, MAIS, MAIS ... un certain nombre de gares, si pas un nombre certain, est déjà passé et va encore passer à la trappe (au suivant ...) pour devenir des PANG = points d'arrêt non gardés.

Quant aux plages horaires des guichets de celles qui resteront ouvertes, elles seront à nouveau restreintes, pour probablement se réduire par la suite comme peau de chagrin, si on laisse faire.

Obliger les usagers à utiliser les automates

C'est clair, utilisation généralisée des automates !

D'ailleurs, la SNCB donne la directive aux guichetiers, là où il y en a encore, de ne pas délivrer de billets au guichet mais d'envoyer les usagers vers les automates, et éventuellement de les accompagner pour leur montrer comment les utiliser.

Et la SNCB a le culot d'expliquer que « désormais 90% des clients préfèrent les automates ». Forcément ! C'est eux-mêmes qui les rendent obligatoires. Au détriment des personnes qui sont mal à l'aise face au numérique, qui voient mal, qui – pour différentes raisons – refusent d'utiliser les cartes bancaires.

Et la SNCB organise même des « formations » à l'utilisation des automates, à la demande des communes (voir RTBF actus, 15/5/24). Comme nous écrit une vieille Gangstère : « Ma réponse est claire : c'est Non! Rendez-nous nos guichets, rendez-nous nos cheminots! ».



Et en cas de panne?

Et quand les automates sont en panne, n'ont pas été réparés, on fait comment pour se procurer un ticket de train ? Eh bien ma chère, tu pourras toujours acheter un billet dans le train. Si toutefois tu n'as pas oublié de prendre ta carte de banque, car pas possible de payer en cash!

Sinon, article 22 : « Chacun se démerde comme il peut ». Tu te débrouilles pour trouver une gare avec un guichet ouvert, et si possible un automate (au cas où le guichet serait fermé).

Quel mépris, quel fout...!

Tout ça ne va pas engager les seniors à davantage voyager en train, déjà qu'ils nous sucrent le ticket senior à partir de 2025. Au fait, est-ce que la SNCB n'a pas été un jour un service public ?

Nous, les vieilles et vieux Gangsters, nous ne cessons pas de nous indigner, nous sommes toujours debout, nous continuerons le combat, et surtout...

« On lâche rien! » Et vous, vous en pensez quoi?

Bernadette K

LECTURE

Pol Pot : courte biographie du dictateur des khmers rouges

Pol Pot est le leader des khmers rouges et premier ministre de 1975 à 1979, Pol Pot a mis en place une politique qui engendre la mort de plusieurs millions de personnes. Son vrai nom était Saloth Sar

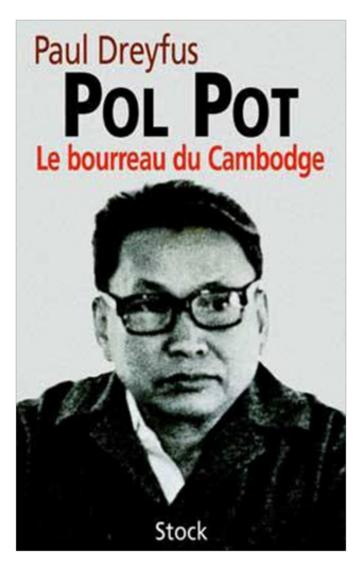
En 1975, les Khmers rouges prennent le pouvoir au Cambodge, menés par un certain « Pol Pot ». Durant presque quatre années, il dirige dans l'ombre un des régimes les plus meurtriers de l'Histoire, ne révélant son identité que tardivement. Derrière « Frère numéro 1 », principal responsable des 1 à 2 millions de morts de « l'autogénocide » cambodgien, se cachait un certain Saloth Sar, ancien étudiant des bancs de l'université française et descendant d'une famille Sino-Khmer assez aisée.

De la paysannerie cambodgienne au marxisme occidental

Saloth Sar serait né le 19 mai 1928 dans la province de Kampong Thom, au sein d'une famille paysanne plutôt aisée. Il débute son enseignement à Phnom Penh puis ses relations lui permettent d'obtenir une bourse pour peaufiner ses études à Paris. Arrivé en France, il rejoint rapidement des cercles communistes et certainement le PCF. Il y côtoie ses futurs compagnons de lutte et de pouvoir, à l'exemple de Khieu Samphan, Son Sen ou encore Ieng Sary.

Dans la clandestinité

De retour au Cambodge, il rejoint le parti communiste qui s'oppose à la monarchie en place. Du haut de ses 1m64, il grimpe les échelons du parti et se lie avec le pouvoir chinois. Il adopte le nom de Pol Pot et prend le maquis en 1963, près la frontière avec l'Indochine. Au contact des combattants vietnamiens, il apprend l'art de la guerre et l'intérêt de la clandestinité. Cependant, les Vietnamiens restent des ennemis aux yeux de Pol Pot, qui partage l'engagement nationaliste de son parti, le PCK (Parti communiste du Kampuchéa). En 1970, la situation change brutalement quand le prince Sihanouk est renversé par le maréchal Lon Nol. Face à ce régime anticommuniste soutenu par la CIA, le PCK s'associe aux royalistes et gagne en puissance.



Les Khmers rouges : un régime meurtrier

Après cinq années de lutte dans un contexte régional rendu chaotique par la guerre du Vietnam, les khmers rouges renversent Lon Nol le 17 avril 1975. Immédiatement, alors que Pol Pot s'empare du pouvoir, les khmers investissent Phnom Penh, ou plutôt la désinvestissent. En effet, assimilant vie urbaine et capitalisme, ils vident les villes de force pour repeupler les campagnes. Soutenus par la Chine, ils lancent une violente campagne de répression contre les partisans de Lon Nol ou du prince Sihanouk, contre les citadins qu'il faut rééduquer comme les intellectuels qu'il faut liquider, et enfin contre les Vietnamiens et les bouddhistes.

Pol Pot ne devient premier ministre qu'un an plus tard, lorsqu'un gouvernement est formé. Au-delà des purges, les décisions politiques sont catastrophiques : souhaitant s'enrichir grâce à l'agriculture, le gouvernement exporte massivement du riz pendant que la population meurt de faim. Les mesures d'irrigation, destinées à tripler la production, sont en

effet un échec. De surcroît les populations citadines, affectées à des travaux « forcées », sont victimes des conditions de travail difficiles et d'une recrudescence du paludisme. Tandis que la propriété privée est abolie et que les repas doivent se prendre en commun pour respecter les rations, Phnom Penh accueille le tristement célèbre centre de rétention S-21, prison politique qui séquestre des milliers de personnes dans des conditions abominables.

Retour à la guérilla

En décembre 1978, le Vietnam lance une offensive contre le Cambodge et renverse le gouvernement dès janvier. Pol Pot, condamné à mort par contumace, se réfugie alors en Thaïlande avec les dirigeants khmers rouges qui lui sont fidèles. Ils s'organisent pour mener une guérilla contre l'armée vietnamienne et s'allient à nouveau avec les royalistes et le prince Sihanouk. Pol Pot en guitte la tête en 1985 tout en conservant un rôle majeur. En 1991, Sihanouk signe un accord avec les communistes provietnamiens au pouvoir tandis que la Chine cesse d'apporter son soutien aux khmers rouges. La vie de Pol Pot et la place qu'il occupe dans son parti sont alors mystérieuses. Cependant, bien que malade, il démontre en 1997 sa puissance en faisant exécuter Son Sen, un des ses plus puissants et proches collaborateurs. Mais les cadres khmers, qui esquissent un rapprochement avec le pouvoir en place, se retournent contre lui et l'assignent à résidence à perpétuité. Alors que la communauté internationale, et notamment les Etats-Unis, réclament un procès, «Pol Pot le despote» meurt le 15 avril 1998 d'une crise cardiaque.

Extrait de l'internaute

L'auteur du livre

Paul Dreyfus, né le 10 août 1923 à Saint-Omer, mort le 24 juillet 2017 est un journaliste, reporter, et écrivain français,. Après une licence ès lettres, un D.E.S. et une scolarité à Sciences Po Paris, il est brièvement professeur à Lille, puis se lance dans le journalisme, d'abord au Progrès de 1947 à 1955 puis au Dauphiné libéré, où il devient grand reporter, puis secrétaire général, jusqu'à la fin de sa carrière en 1988. À partir des années 1960, il fait aussi partie de l'Agence A.I.G.L.E.S. Il a mené en parallèle une activité d'écrivain,.

TOUTE L'ÉQUIPE VOUS SOUHAITE UN BEL ÉTÉ!